

« agri-urbanisme ou agri-washing ? »

Bonjour, je remercie les organisateurs de m'avoir invité à cette table ronde. Ce geste de donner la parole à un paysan, même retraité, est pour moi un premier grand pas vers l'agri-urbanisme. Je vais essayer de vous dire pourquoi je pense ceci.

Si j'ose formuler une définition :

L'agri-urbanisme cherche une réponse globale à la question de l'alimentation des citoyens d'un quartier.

L'agri-washing va se contenter de l'aménagement des espaces verts en ville, de l'animation agricole, etc....

Pour ne pas être mal compris je dois préciser que je ne veux en aucun cas dénigrer tous les efforts entrepris en ville pour recréer des jardins, des liens perdus entre les citoyens et la terre, les animaux etc. Il est à mon avis très louable que la ville produise une partie de sa nourriture pour garder un lien avec celle-ci.

Mais quand je parle en tant que paysan d'agri-urbanisme, je parle d'un secteur de l'agriculture qui s'occupe de notre alimentation dans sa globalité.

Aujourd'hui seulement 5% des aliments arrivent directement du paysan chez le mangeur et la totalité de ces 5% n'est pas produite en ville. Les paysans ont été abandonnés à l'industrie et la grande distribution et les citoyens ont perdu le contact avec leur nourriture.

Quasiment toute la production agricole est orchestrée par cette industrie dont les effets dévastateurs sont connus. Sa stratégie n'est pas le bien-être de l'homme ni celui de la nature. Elle est responsable de près de 50% de l'empreinte CO2. C'est plus que l'ensemble des émissions dûes aux transports ou à la mauvaise isolation des maisons.

L'agri-urbanisme, comme secteur de l'agriculture, doit donc s'intéresser à l'ensemble de la problématique posée par l'alimentation. Je pense à la santé, au gaspillage, à la pollution, je pense aux transports et à l'emballage ; mais aussi et surtout au pouvoir de décision. Sans se réapproprier la possibilité de décider comment, où et par qui seront produits nos aliments demain, l'agri-urbanisme restera un agri-washing.

L'agri-washing abandonne la question de l'alimentation à l'industrie alimentaire et à la grande distribution. Elle réserve au centre et à l'abord des villes des places privilégiées aux grands centres d'achat et s'occupe des surfaces annexes comme des espaces de démonstration alibis qui ne nourrissent pas vraiment les citoyens.

Ce n'est pas parce vous voyez une poule que vous arrivez à vous imaginer comment sont produits aujourd'hui les œufs du commerce.

Et encore une fois, je soutiens absolument ces initiatives de production dans les quartiers, je suis moi-même à l'origine d'un projet de poulaillers citoyens en Ville de Genève.

Mais ces poulaillers ne sont pas une réponse à l'industrialisation du secteur des volailles. Pour répondre à cette industrialisation que les citoyens refusent de plus en plus, les villes doivent créer des ponts entre tous ceux qui produisent des œufs d'une manière indépendante. En ville ou à la campagne, le lien doit être direct avec les mangeurs. Les villes doivent participer au débat sur la politique agricole. Elles doivent défendre la souveraineté alimentaire qui demande que l'agriculture soit l'affaire de tous. Une agriculture paysanne multifonctionnelle doit être capable de suivre sa production de la fourche à la fourchette.

Comment voulez-vous vous occuper de l'alimentation sans créer des liens directs entre ceux qui produisent et ceux qui mangent !? Les agri-urbanistes doivent s'intéresser aux paysans. Ils devraient s'interroger sur tous les outils et installations nécessaires qui

permettent aux paysans de devenir leurs partenaires. Ces outils, tels que les laiteries, les moulins, les abattoirs, sont en voie de disparition rapide, tout comme les savoirs-faire inhérents.

En collaboration avec les paysans et les habitants d'un quartier, l'urbaniste et la commune doivent choisir un ou des systèmes d'approvisionnement; mettre à disposition des lieux de vente et des lieux de transformation dans le quartier. Ces ateliers de bouche sont indispensables pour créer les liens entre tous les maillons des différentes chaînes alimentaires. Le boucher, le fromager et le boulanger sont des artisans nécessaires pour que le paysan puisse amener sa production en ville. Et tous ces acteurs de l'alimentation ont besoin de travailler dans un réseau organisé en lien avec les habitants du quartier. Ils produisent à long terme en fonction des besoins annoncés par la population.

Ces artisans du quartier, comme d'ailleurs les paysans, doivent apprendre à adapter leur production aux besoins des citoyens. Les citoyens apprendront alors à valoriser leurs produits. C'est dans ce dialogue permanent que se trouve le secret d'une possible transition vers un agri-urbanisme qui ne maîtrise pas seulement les logements et le transport, mais également l'alimentation de ses habitants.

Si la ville met à disposition des terrains pour cultiver des légumes par exemple, il est avantageux de coordonner cette production avec celle des paysans à l'extérieur du quartier et ainsi construire une économie solidaire basée plutôt sur la coopération que sur la concurrence.

Vananda Shiva, leader syndicale paysanne indienne déclare : « Les villes de transitions futures seront construites à partir de la campagne »

Pour nous, je traduis cette utopie comme suit :

Avant de réinventer l'agriculture de toute pièce en ville dans des installations souvent très coûteuses et hors réalité d'une économie agricole, l'agri-urbanisme, en tant que partenaire de l'agriculture et

acteur responsable de l'alimentation, devrait rencontrer des paysans et poser la question :

Qui peut nourrir les habitants du quartier ?

Comment soutenir ces paysans pour qu'ils deviennent à long terme des partenaires du quartier ?

Comment créer des ponts entre des paysans délaissés à l'industrie et ces citoyens qui ont perdu les liens avec la nourriture ?

Les urbanistes proposent bien des quartiers avec plus ou moins de voitures ! D'une manière semblable, les villes et communes pourraient proposer aux habitants le choix entre une alimentation maîtrisée en lien avec ses acteurs ou une alimentation abandonnée à l'industrie et à la grande distribution... Quelle serait alors la réponse citadine à une telle question ?

Pour affirmer le choix d'une alimentation participative maîtrisée, on devrait demander aux futurs habitants de co-financer ces installations et locaux destinés à cette nourriture choisie par l'ensemble du quartier en collaboration avec ses paysans. Comme pour d'autres services, une partie des charges sur les loyers pourraient être prélevés à cet effet.

L'agri-urbanisme deviendra ainsi l'affaire de tous. C'est un vrai choix de société.

Je vous remercie

Raeto Cadotsch – Lausanne, le 16 février 2018